

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

DEBOULONNER LES STATUES RACISTES ? DEBOULONNER LE SYSTEME ? DEBOULONNER MACRON ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'action des militants Martiniquais qui ont mis à bas les statues de Victor Schœlcher a eu des répercussions internationales et a contraint à un débat que beaucoup s'échinaient à occulter. Commentateurs, analystes de comptoir, historiens du dimanche et autres donneurs de leçon se sont bousculés au portail des médias pour condamner le « vandalisme ». Selon nous, il y a lieu de dépasser les réactions émotionnelles ou épidermiques et de replacer ces événements dans le cadre de la lutte contre le colonialisme.

Le rôle de l'historien - en tant que scientifique - n'est évidemment pas de prononcer un jugement sur telle ou telle action ou de chercher un document permettant de dire « Il a fait des erreurs, mais il a aussi fait de



Un exemple des hauts faits d'arme de l'armée française au Cameroun pendant la guerre coloniale (1955-1962). sous la présidence de René Coty puis de Charles De Gaulle.

bonnes choses ! Ce n'est pas le plus méchant ! On n'aurait pas dû vandaliser sa statue ! ». Son rôle, c'est de citer les faits, d'en exposer les causes et les conséquences. Il n'est un

secret pour personne que l'histoire a toujours été instrumentalisée par ceux qui sont au pouvoir pour se légitimer. Quand ils décident d'édifier une statue,

d'attribuer à une rue le nom d'un personnage ou d'un événement, c'est incontestablement à des fins de propagande idéologique.

Dès lors, déboulonner des statues imposant un message réactionnaire au quotidien de la population, ressort de la dynamique de la lutte des classes et de l'émancipation des peuples colonisés. Cela contribue à se défaire de l'oppression culturelle et de l'aliénation que celle-ci engendre. Ici, le rôle de l'historien est de constater qu'à un moment donné, les conditions objectives et subjectives ont conduit à une offensive contre les outils de domination idéologique des classes dominantes et des pays impérialistes. Ceci dit, nul n'ignore que le positionnement idéologique des historiens détermine l'usage qu'ils font de leurs connaissances.

Ceux qui veulent « déboulonner » le système capitaliste et mettre fin aux dictatures impérialistes, ceux

qui veulent mettre fin aux politiques ultralibérales criminelles qui déciment les peuples, interpréteront le tsunami mondial balayant leurs symboles, comme une lutte pour l'abolition de l'esclavage mental imposé jusqu'alors. Cela n'a absolument rien à voir avec ni le vandalisme, ni le révisionnisme, ni l'obscurantisme !

La place des statues glorifiant les racistes et les colonialistes – qu'ils aient été soft ou brutaux – doit être dans des musées dédiés où tous et toutes pourront découvrir leur rôle et leurs forfaits. La proposition de conserver en lieux et places, les statues et les noms de rue honnis, en accompagnant ceux-ci de panneaux explicatifs, relève d'une pure hypocrisie. On sait bien que la majorité des passants ne lirait pas ces panneaux et que le

conditionnement idéologique lié à leur présence continuerait à affecter la majorité. Et puis, faute de « panneau explicatif », la glorification des criminels continuerait allègrement par le biais des noms de rue figurant dans l'adresse des courriers. Cela n'est plus acceptable !

« **Déboulonner le système** » est une exigence pour l'avancée de l'humanité et « **Déboulonner les statues** », symboles de la domination idéologique, participe du déboulonnage du système. Et puisque le Président Français, Emmanuel Macron, a déclaré, avec son arrogance coutumière, que : *"la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire. Elle n'oubliera aucune de ses œuvres. Elle ne déboulonnera pas de statues."* Nous ajoutons : il faut « **déboulonner Macron** » !

PAWOL FONDOK

« À tant excuser les crimes de l'Histoire, on en prépare de nouveaux. »

Robert Sabatier



INITIATIVES ALTERNATIVES

LE COLLECTIF DES OUVRIERS EMPOISONNES PAR LES PESTICIDES « DOUBOUT POU REPARASYON » RELANCE LA MOBILISATION !

« Jik An Bout » vous avait informé de la naissance de ce Collectif et des premières initiatives qu'il avait prises. Pendant la période du confinement, ses animateurs se sont attelés à structurer leur mouvement. Aujourd'hui, ils relancent les rencontres avec les populations concernées. Nous publions ci-dessous le tract qu'ils ont diffusé pour inviter à leur prochain rendez-vous, tous ceux et toutes celles qui sont concernés (es) par la question de l'empoisonnement par les produits toxiques utilisés dans les plantations.



Des membres du Collectif, lors de la réunion de présentation du 29 décembre 2019 à Bochet (Lamentin).

Ouvriers, ouvrières agricoles du Nord atlantique et du Nord caraïbe, pendant de trop nombreuses années, alors que le chlordécone était interdit aux Etats-Unis et en France, les gros propriétaires terriens vous ont obligés à épandre ce poison (entre autres) dans leurs bananeraies, sans protections, sans informations, au péril de votre san-

té et de votre vie. Les anciens et les anciennes ouvrier.e.s, celles et ceux étant toujours en activité présentent, pour la très grande majorité des troubles de santé importants, à savoir : des cancers (prostate, sein, utérus, poumon, généralisé...), des leucémies, des pathologies cardiaques, de troubles musculo-squelettiques, de polyarthrite, de maladies en-

docriniennes (hypothyroïdie, hyperthyroïdie...). Afin d'en discuter, de préparer un cahier de revendications légitimes et des actions futures pour que les torts volontaires qui vous ont été causés soit reconnus et réparés, le Collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides vous invite à une Assemblée Générale :

**Le 11 juillet 2020, de 9h00 à 12h30 au Lorrain,
à la Maison de la Culture (derrière l'église).**

NOU BIZWEN ZOT, TOU SEL NOU FEB, ANSANM NOU FO.

Contact pour renseignements : 0696.74.19.51



ANDALOUSIE : Esclavage moderne au sein du « potager de l'Europe »

« Jik An bout » partage avec vous des extraits d'un article éditant de Victor FERNANDEZ qui révèlent comment sont traités les travailleurs immigrés dans cette Europe qui prétend donner des leçons au reste du monde en matière de droits humains. (Voir l'intégralité du texte sur le site « rapport de force.fr »)



« ... Dans la province d'Almería, qui servait autrefois de décor aux films de western spaghetti, ce sont des hors-la-loi d'un nouveau genre qui opèrent. Ici, des travailleurs immigrés, majoritairement originaires d'Afrique du nord ou subsaharienne plantent et récoltent tomates, poivrons, courgettes, aubergines ou melons, sous des serres où règne une chaleur étouffante, pour des propriétaires de serres qui refusent d'appliquer le droit du travail.

« Ils sont payés en dessous du SMIC, n'ont pas de protection quand ils épandent des produits phytosanitaires, pas de toilettes et les salaires leur sont payés avec du retard », énumère Joanna Moreno, membre du Sindicato Andaluz de Trabajadores (SAT) qui se mobilise particulièrement sur cette thématique. Une déshumanisation qui se traduit également par des propos racistes, comme cette femme malienne se faisant insulter de « *cabra negra* » (chèvre noire), une expression associée à Satan qui résonne particulièrement dans une Espagne encore très catholique. Le tout pour un salaire de misère et sans garantie de voir leur contrat reconduit le lendemain. S'ils acceptent ces conditions de travail déplorables, c'est souvent par obligation. Majoritairement immigrés, parfois clandestins, ils ont fui leur pays d'origine pour rejoindre l'Europe, un « El Dorado » qui leur permettra de subvenir aux besoins de leur famille. (...)

A Huelva, les travailleurs ne sont pas mieux traités. Si cette province est le deuxième producteur mondial de fraises derrière les États-Unis, c'est encore une fois en appliquant la

même recette : une main d'œuvre principalement étrangère et sous-payée. Mohammed Lamine Camara est porte-parole du Collectif des Travailleurs Africains à Huelva. Il explique : « *L'Andalousie, ce n'est plus l'Europe. Nos droits ne sont pas respectés. Ils prennent les marocains et les noirs, et ils les font travailler dans des conditions difficiles. Les pouvoirs publics doivent nous aider car nous sommes présents pour nourrir les européens* ».

Avec le Covid-19, la situation est devenue encore plus problématique. Le 20 mai, l'Asaja, le principal syndicat patronal agricole espagnol se félicitait de l'augmentation de la demande européenne en citrons et fruits pendant le confinement. Pour répondre aux besoins des consommateurs européens, les travailleurs de ces exploitations agricoles ont dû redoubler d'effort, parfois sans protection. A Almería, au début de l'épidémie, certains étaient obligés de se confectionner des masques avec du papier toilette faute de masques chirurgicaux. Par ailleurs, en l'absence de contrat de travail, il a été difficile pour certains de convaincre les forces de l'ordre de les laisser se déplacer jusqu'à leur lieu de travail.

Dès lors, ils ont été privés de revenus pendant plusieurs jours voire semaines et contraints de bénéficier de l'aide d'ONG venant réaliser des distributions alimentaires. Dans les bidonvilles, l'absence d'eau courante a également été problématique. Sans possibilité de se laver les mains, la lutte contre la transmission du virus s'est avérée compliquée. « *Nous ramassons les framboises à la main. Et*

nous n'avons même pas accès à de l'eau pour nous les laver » souligne Mohammed.

(...) S'ils ne sont donc pas aidés par les pouvoirs publics, les employés de ces exploitations peuvent en tout cas compter sur la solidarité de leurs camarades. Ainsi, Mohammed Lamine Camara raconte « *Une de nos collègues a eu un cancer. Quand son employeur l'a appris, il l'a licenciée sans lui verser aucune indemnité. Elle s'est donc retrouvée sans aucun salaire. Alors, nous l'avons aidé pour qu'elle puisse se payer un médecin et se trouver un logement décent* ».

Avoir un logement décent n'est d'ailleurs pas une évidence pour ces salariés. Nombre d'entre eux vivent dans des chabolas, ces bidonvilles installés aux alentours des exploitations agricoles. Ici, ni électricité, ni eau courante et encore moins de toilettes. Leurs maisons ont été construites grâce aux rebus de plastiques et de cartons qu'ils ont trouvé et ils doivent donc encore supporter une chaleur étouffante. « *On ne peut pas rester à l'intérieur pendant la journée, ni y conserver de la viande ou des produits frais* ». (...)

Enfin, les contrôles par les inspecteurs du travail sont rares et peu efficaces. « *Quand des inspecteurs viennent, ils préviennent nos employeurs. On nous demande alors de nettoyer les serres de fond en comble et aucun défaut n'est présent à leur arrivée. Les salariés qui pourraient être tentés de critiquer l'employeur sont ensuite placés loin de l'inspecteur et ceux qui lui sont favorables sont placés à proximité* ». (...)

■ Les menées subversives de l'ambassade d'Espagne au Venezuela sont avérées !

C'est le « Wall Street Journal » qui le confirme ! Nous reproduisons un article de Miguel QUINTERO qui commente l'information. Evidemment, les « journalistes » si prompts à relayer les campagnes de désinformation de la CIA contre la Révolution Bolivarienne, se sont bien gardés de répercuter les preuves de la collusion entre l'ambassade d'Espagne et les agents de la subversion au Venezuela.



« L'AMBASSADE D'ESPAGNE A CARACAS MOUILLÉE DANS LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DÉBUT MAI AU VENEZUELA »

Leopoldo Lopez, dirigeant de la droite vénézuélienne, était aux arrêts à domicile pour des babioles telles qu'appels à la violence (43 morts), organisation de groupes terroristes, tentative de coup d'État, etc. Il s'était réfugié à l'ambassade d'Espagne après avoir été « libéré » lors d'une nouvelle tentative de coup d'État menée par Juan Guaidó en 2019. Le ministre espagnol des Affaires étrangères de l'époque, le socialiste Josep Borrell, avait déclaré que l'Espagne ne permettrait pas que son ambassade devienne un centre pour l'activité politique de l'opposition vénézuélienne.

Or, selon le Wall Street Journal (qui n'est pas vraiment une feuille d'extrême gauche), c'est Leopoldo Lopez qui, depuis l'ambassade d'Espagne, a participé, avec Juan Guaidó, à l'organisation de la tentative de débarquement de mercenaires au Venezuela début mai 2020 (la fameuse opération Gédéon). Rappelons que cette attaque, menée avec l'appui des USA, avait pour but d'assassiner le président du pays, Nicolas Maduro. Leopoldo Lopez, depuis l'ambassade d'Espagne, a pris contact avec des

entreprises de sécurité privée (mercenaires) et participé à la collecte de fonds pour financer l'opération. On attend, avec impatience, la réaction du gouvernement espagnol et en particulier du parti Podemos dont les dirigeants devraient être scandalisés de ce qui s'est passé dans leur ambassade. »



■ MACRON « RECOMPENSE » LES HEROÏNES !



« Une femme en blouse blanche, tirée par les cheveux, durant une interpellation, finira évacuée le visage en sang durant la manifestation aux Invalides. Elle réclamera à plusieurs reprises sa Ventoline. "Cette femme, c'est ma mère. 50 ans, infirmière, elle a bossé pendant

3 mois entre 12 et 14 heures par jour. A eu le covid. Aujourd'hui, elle manifestait pour qu'on revalorise son salaire, qu'on reconnaisse son travail. Elle est asthmatique. Elle avait sa blouse. Elle fait 1m55. »

(Témoignage de Imen Mellaz, journaliste, programmatrice - Source : bellaciao.fr)

■ Et bien sur, les violences policières... ça n'existe pas en France !



Alors qu'elle était en train de suivre la manifestation des soignants qui a eu lieu ce mardi 16 juin à Paris, La journaliste indépendante,

Stéphanie Roy, filmait pour Line Presse la manifestation des soignants à Paris. Elle a été gravement blessée aux jambes par une grenade.

Reportage des médias macronistes : « Hong Kong : la Chine continue à.... »





KOLE TET KOLE ZEPOL POU PEYI-NOU DOUBOUT*

Le Dimanche 28 juin, à l'invitation de « Jik An Bout », des militants et des représentants d'organisations se sont rencontrés dans la salle Yvon ROISIER à Ducos pour échanger sur les moyens d'impulser la convergence des résistances et des initiatives alternatives qui se développent dans notre pays.



Chacun a pu présenter ses points de vue et son champ d'activité avant de participer à un fructueux échange autour du thème proposé. Les participants ont noté la multiplicité des initiatives qui se développent dans notre pays ainsi que les difficultés et les freins auxquelles celles-ci sont confrontées. Tous se sont accordés sur l'idée que les activités alternatives ne sauraient être pérennes sans participer d'une volonté de cohésion et d'un projet global.

Concernant les propositions qui favoriseraient la convergence des résistances et des initiatives alternatives, les animateurs de la rencontre ont proposé d'approfondir la réflexion concernant :

- D'une part, les différents niveaux où il est possible d'agir (individu, famille, quartier, commune, pays)
- D'autre part, les principaux fronts d'intervention qu'il convient de prendre en compte pour co-construire un projet global, endogène et consensuel (cohésion sociale,

éducation et culture, économie (production-distribution, transports, etc.), écologie, santé et prévention des risques majeurs, rapport avec les compatriotes expatriés et les acteurs d'alternatives au niveau international, organisation des convergences et de la démocratie directe, revendications collectives et méthodes d'action.)

Sur cette base, une nouvelle rencontre sera proposée pour échanger à partir des propositions élaborées par tous ceux et toutes celles qui partagent la démarche.

* Rappelons que cet espace de « bokantaj » est ouvert à toute personne ou toute association animant des initiatives alternatives ou souhaitant y participer.

**Contact pour tout renseignement :
0696.50.94.99.**



TRAVAIL FORCÉ ET EXPLOITATION COLONIALE : SOUVENONS-NOUS !

Certains réactionnaires persistent à cultiver le mensonge d'une « France - mère - des -droits - de - l'homme ». Ils entendent imposer l'autorité et le culte d'une « République » mythique et désincarnée. Nous vous proposons un article d'Olivier LECOUR GRANDMAISON qui rappelle les crimes commis sous l'égide de celle-ci.

(Source : site www.investigacion.net)

« Légitimé et défendu, sous la Troisième République, par de nombreux hommes politiques, juristes et professeurs d'université notamment, le travail forcé a, sous différentes formes, été la règle dans les possessions françaises jusqu'à son abolition tardive le 11 avril 1946. Rares sont ceux qui, comme la philosophe Simone Weil, ont dénoncé « les déportations massives » des « indigènes » et le recours meurtrier au travail forcé en Afrique française et en Indochine.



(...) Le 11 avril 1946, après de nombreux attermoissements, l'Assemblée nationale constituante votait enfin la proposition de loi de Félix Houphouët-Boigny tendant à la suppression « immédiate » du travail forcé dans les colonies françaises. Quelques jours auparavant, ce député était intervenu à la tribune pour dénoncer la situation des « indigènes » toujours soumis à des formes exceptionnelles et particulièrement brutales d'exploitation. Usant d'une anaphore qui lui a permis de brosser un tableau précis des pratiques coloniales, il déclarait : « il faut avoir vu ces travailleurs usés, squelettiques, couverts

de plaies, dans les ambulances ou sur les chantiers ; il faut avoir vu ces milliers d'hommes rassemblés pour le recrutement, tremblant de tout leur corps au passage du médecin chargé de la visite ; il faut avoir assisté à ces fuites éperdues (...) vers la brousse ; (...) il faut avoir vu ces théories d'hommes, de femmes, de filles, défiler silencieusement, le front plissé, le long des chemins, qui mènent au chantier. (...) L'indigène ne peut plus comprendre ni admettre ce servage, cent cinquante après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et cent ans après l'abolition de l'esclavage. »

Précision essentielle : ce travail forcé – tâches de construction, transport de marchandises, entretien des agglomérations... – est imposé de façon autoritaire et souvent violente aux autochtones qui n'ont commis ni crime ni délit. En effet, les hommes et les femmes visés ne sont pas des individus condamnés à une peine privative de liberté prononcée par un tribunal, à laquelle viendrait s'ajouter celle des travaux forcés ; cette obligation concerne les

populations civiles de l'empire dont les membres sont « sujets indigènes », soit l'écrasante majorité des individus. Légitimé et défendu, sous la Troisième République, par de nombreux hommes politiques, juristes et professeurs d'université notamment, le travail forcé a, sous différentes formes, été la règle dans les possessions françaises jusqu'à son abolition tardive le 11 avril 1946.

Ainsi fut construit, par exemple, le chemin de fer destiné à relier Brazzaville à Pointe-Noire, sur la côte atlantique. Bilan de cet « exploit », réputé témoigner de la glorieuse

« mise en valeur » du Congo français : 17000 morts « indigènes » pour la réalisation des 140 premiers kilomètres et un taux de mortalité sur ce chantier de 57% en 1928. Qui a livré ce dernier chiffre ? Un anticolonialiste farouche ? Non, le ministre des Colonies, André Maginot, dans une déclaration faite devant une commission ad hoc de la Chambre des députés. L'entreprise chargée des travaux ? La Société de construction des Batignolles dont la prospérité est en partie liée aux nombreux contrats remportés dans les possessions françaises. Son héritier et successeur n'est autre que le groupe bien connu aujourd'hui sous le nom de SPIE-Batignolles. En 2013, Jean Monville, ancien PDG de ce groupe, rappelait benoîtement « la fierté de ce qu'on avait fait dans le passé, de notre professionnalisme et de notre engagement dans nos "aventures" d'outre-mer ». (Le Monde, 21 mai 2013). Nul doute, les descendants de ceux qui sont morts à l'époque apprécieront la délicatesse de ces propos.

Réformé mais jamais véritablement supprimé, le travail forcé a ainsi perduré sous la Troisième République, le régime de Vichy et dans les colonies passées aux côtés de la France libre. A preuve, les orientations soutenues par Félix Éboué, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, pendant la Seconde Guerre mondiale. Souvent présenté comme un grand huma-

niste, qui a toujours défendu les droits de l'homme, Éboué, comme la majorité de ses pairs, ne s'est jamais prononcé dans ses écrits pour l'abolition immédiate du travail forcé. De même les résistants prestigieux qui, à partir du 30 janvier 1944, se réunissent à Brazzaville pour définir la politique à mettre en œuvre dans les territoires d'outre-mer.

Inaugurée par le général de Gaulle, cette conférence doit prendre une décision relativement à cette forme particulière de labeur. En raison de « l'effort de guerre », les représentants de la France libre, rassemblés dans la capitale du Congo français, décident de prolonger le travail forcé pour une durée de cinq ans ! En métropole, ils n'ont cessé de dénoncer le Service du travail obligatoire (STO) établi par les autorités de Vichy le 16 février 1943 ; dans les colonies, ils trouvent normal d'imposer aux « indigènes » de vingt à vingt-cinq ans reconnus aptes, mais non incorporés à l'armée, un Service obligatoire du travail (SOT). Subtilité des sigles et triomphe du relativisme politico-juridique. De là ces indignations sélectives et hexagonales cependant que dans les possessions ultramarines la condamnation cède le pas à l'acceptation.

Rares sont ceux qui, comme la philosophe Simone Weil, ont dénoncé « les déportations massives » des « indigènes » et le recours meurtrier au travail forcé en Afrique

française et en Indochine. En dépit de ses protestations, exprimées dès 1943 alors qu'elle a rejoint la Direction de l'Intérieur de la France libre dans la capitale du Royaume-Uni, S. Weil n'a pas été entendue. Tout comme André Gide et Albert Londres une quinzaine d'années auparavant. Voilà qui aide à comprendre les lenteurs de l'Assemblée nationale constituante à la Libération.

Joli tableau, n'est-il pas, de la très glorieuse colonisation française toujours présentée, par de nombreux contemporains, comme une entreprise généreuse destinée à apporter la civilisation aux peuples qui en ignoraient jusque-là les bienfaits. Cette sinistre réécriture de l'histoire prospère avec la caution de quelques faiseurs de livres – A. Finkelkraut, P. Bruckner et E. Zemmour, notamment – qui prennent leur ignorance et leurs audaces prétendues pour de brillantes découvertes. Ils n'hésitent pas à se dire amis de la connaissance et de la vérité ; sur ces sujets, comme sur beaucoup d'autres, ils ne sont que de vulgaires idéologues qui traitent les faits établis en chiens crevés. Demeurent de pauvres écholalies qui réhabilitent un discours impérial-républicain forgé sous la Troisième République. Audaces intellectuelles ? Stupéfiante régression et grand retour du roman national. »

SUGGESTION DE LECTURE

- ☞ <https://www.bastamag.net/> / *Encadrer la pub et l'influence des multinationales : un impératif écologique et démocratique* par Olivier PETITJEAN
- ☞ <https://www.investigation.net/> / *USA – Chine : les dessous et les dangers du conflit* par Michel COLLON
- ☞ <https://www.legrandsoir.info/> / *Marx, penseur du racisme systémique* par Bruno GUIGUE.



AGENDA

SORTIE TRADITIONNELLE avec LE CNCP et JIK AN BOUT

Dimanche 12 juillet 2020 aux Trois-îlets

Au programme :

- **6h00 : RDV à Beaufond** - covoiturage en direction de Ma Thomas
- **6h30 : Départ de la marche** (niveau 1+) prévoir : chapeau, chaussures de marche, eau et fruits.
- **Parcours** : Ma Thomas-beaufond avec 4 arrêts commentés sur les thèmes suivants :
 - 1- La géologie et Le volcanisme du Sud Ouest.
 - 2- Les nègres libres.
 - 3- Le rocher du diamant.
 - 4 Les guerres coloniales.
- **Repas convivial** chez Léa.

Inscription jusqu'au 7 juillet

Pour informations contactez le 0696.332.632



A découvrir sur www.jikanbouttv.com



- **La prétendue sortie de la crise liée à la pandémie de COVID 19**

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)

